

Mathieu Pontbriand, *Lomer Gouin, entre libéralisme et nationalisme*, Québec, Presses de l'Université Laval, collection Autour de l'Événement, 2016, 150 pages

Michel Lévesque

Volume 11, Number 1, Fall 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/83918ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lévesque, M. (2016). Review of [Mathieu Pontbriand, *Lomer Gouin, entre libéralisme et nationalisme*, Québec, Presses de l'Université Laval, collection Autour de l'Événement, 2016, 150 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 11(1), 36–36.

MATHIEU PONTBRIAND
LOMER GOUIN, ENTRE LIBÉRALISME ET NATIONALISME

Québec, Presses de l'Université Laval, collection Autour de l'Événement, 2016, 150 pages

Après Maurice Duplessis (plus de 18 ans) et Louis-Alexandre Taschereau (près de 16 ans), Lomer Gouin est le premier ministre du Québec ayant occupé ce poste le plus longtemps, soit pendant 15 ans et 3 mois, de 1905 à 1920.

L'homme demeure néanmoins méconnu. Considérant le peu d'écrits portant sur cet homme politique qui a marqué les premières décennies du XX^e siècle, il faut saluer le travail de l'historien Mathieu Pontbriand dont le livre est une version remaniée de son mémoire de maîtrise en histoire présenté à l'Université Laval. Son objectif: étudier la pensée politique de Gouin (p. 7).

Dans ce but, Pontbriand a divisé son étude en trois chapitres présentant chacun un angle d'analyse particulier. Dans le premier, chronologique, il s'intéresse aux idées politiques de Gouin avant qu'il ne devienne premier ministre. L'auteur corrige l'historiographie. Celle-ci a décrit Gouin comme un progressiste, en raison notamment de ses liens amicaux ou professionnels avec des éléments plus radicaux du Parti libéral et de son appui à la création d'un ministère de l'Instruction publique en 1897. Pour Pontbriand, Gouin fut plutôt, somme toute, un modéré et un homme de parti « constamment loyal à l'endroit de ses chefs » (p. 45).

Dans le deuxième chapitre, thématique, l'auteur s'intéresse aux idées de Gouin, à sa conception du rôle de l'État, du développement économique et de la propriété. Pour cerner sa pensée, Pontbriand scrute entre autres les positions de Gouin sur certaines entreprises d'utilité publique telles que les compagnies hydroélectriques à Montréal ou le transport par tramway. L'auteur constate que, même si le premier ministre élargit le rôle de l'État en créant par exemple la Commission des eaux courantes et la Commission des services d'utilités publiques, il s'assure de ne pas trop faire intervenir l'État. Dans les faits, la principale préoccupation de Gouin consiste à assurer l'équilibre budgétaire (p. 82-83).

Puis, l'auteur aborde deux thèmes idéologiques: le nationalisme et la conception du développement de l'individu dans la pensée de Gouin. Essentiellement, Pontbriand explique que le nationalisme de Gouin est marqué par une attention particulière pour l'éducation, notamment par la création d'écoles de métiers et de l'École des hautes études commerciales (HEC) et ce, en vue de l'ascension sociale individuelle des Canadiens français.

Dans ce livre, le lecteur découvre un politicien modéré, conservateur et pragmatique, qui a su manœuvrer entre les radicaux, les conservateurs, les gens d'affaires et le clergé pour se maintenir aussi longtemps au pouvoir. L'intérêt principal réside dans la remise en question de l'image d'un homme politique progressiste brossée par l'historiographie jusqu'à ce jour.

L'ouvrage souffre cependant d'un certain nombre de lacunes dont, au premier chef, un découpage qui rend difficile de suivre la pensée de Gouin au fil du temps et selon les différents thèmes qui ont marqué son règne.

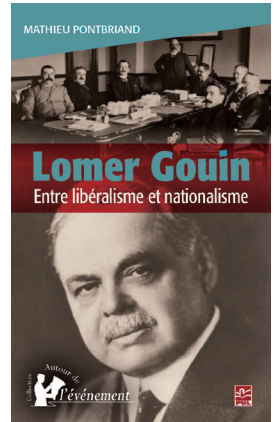
Le fait de passer pratiquement sous silence les liens de Gouin avec les milieux d'affaires montréalais empêche d'en apprendre davantage sur ceux qui ont pu influencer ses idées. Aussi, la consultation de l'histoire de la création de l'École des hautes études commerciales (HEC) à Montréal aurait pu être très utile, tout comme la lecture de l'excellente biographie d'Hélène Pelletier-Baillargeon sur Olivar Asselin, qui fut le secrétaire de Gouin pendant quelques années. Pontbriand aurait aussi pu analyser l'influence du mouvement nationaliste sur les actions de Gouin notamment en matière de ressources naturelles.

Par ailleurs, l'auteur ne fait qu'effleurer plusieurs sujets intéressants. Je pense ici aux idées de Gouin au sujet des Autochtones, émises lors de l'intégration du territoire de l'Ungava au Québec en 1912 (p. 79-82). Elles auraient mérité un traitement un peu plus étoffé. Que dire également de la question ouvrière, mentionnée à plusieurs endroits, mais dont on réussit difficilement à saisir l'importance. Gouin a gouverné au moment de l'accélération de deux phénomènes majeurs: l'urbanisation et l'industrialisation du Québec qui ont eu entre autres comme corollaire le développement des mouvements ouvrier, nationaliste et de réformes urbaines. Ces sujets sont toutefois à peine traités (p. 115-118).

À la décharge de Pontbriand, il faut reconnaître qu'étudier Lomer Gouin n'est pas facile. Individu plutôt froid, distant, taciturne et sans charisme, (est-il besoin de rappeler qu'il a fait carrière à une époque sans radio ni télévision) Gouin a laissé très peu d'écrits. Aussi, bien qu'il faille souligner l'effort de ce jeune historien pour faire connaître cet homme politique, une biographie étoffée de Lomer Gouin reste à écrire tout comme reste à faire l'étude approfondie de sa pensée politique.

Michel Lévesque

Historien, auteur de Histoire du Parti libéral du Québec



STEPHEN D'ARCY
LE LANGAGE DES SANS-VOIX. LES BIENFAITS DU MILITANTISME POUR LA DÉMOCRATIE

Montréal, Écosociété, 2016, 248 pages

Voici déjà bien longtemps, j'ai débuté ma carrière professionnelle et militante auprès des sans voix, itinérants, migrants, aînés, tous parias méconnus de l'Europe d'après-guerre. L'État Providence tentait de réparer les dommages du dernier conflit mondial et ses agents travaillaient alors à la « reconstruction », à travers une relative redistribution de la richesse. Production et consommation de masse faisaient office de piliers de l'économie et chacun pouvait encore y croire, client ou bénéficiaire.

Mais restaient oubliés, méconnus et sans appuis, déjà, d'immenses groupes de population, carrément ignorés ou discriminés. D'autant plus fortement qu'ils ne trouvaient aucune voix ou presque pour porter leurs besoins criants et la défense de leurs droits. Dans leur jeu renouvelé, les institutions démocratiques ne leur ménageaient ni tribune, ni parlements, ni presse, ni même forums locaux. Pas de voix pour les sans voix, sinon les « voix » de l'illégalité, de l'émeute et de violences multiformes, accroissant ainsi le plus souvent leur ségrégation et diverses condamnations de la part des groupes dominants comme des bien-pensants.

Le grand mérite de Stephen D'Arcy est d'avoir ici développé une observation, une analyse et une réflexion féconde pour comprendre les résistances de tous ces citoyens rendus muets sous l'indifférence

générale. Dans ce livre, qui restera une référence, Stephen D'Arcy a su monter une défense et une illustration des militantismes hors normes et à promouvoir leur légitimité, y compris pour la démocratie dont ils dépassent les règles et les habitudes. Sinon, comment s'opposer avec efficacité et réalisme aux oppressions dominantes, aux dictatures et aux pouvoirs institués? Comment déployer des dissidences assez fortes pour défoncer les murs du silence, ou les propagandes insidieuses, pour inciter à des formes légitimes, mais nouvelles de démocratie élargie et renforcée?

Stephen D'Arcy conclut son livre en osant affirmer: « Oui, l'action armée peut parfois se défendre sur une base démocratique, comme moyen de repousser ou de surmonter la force coercitive que des ennemis de l'autonomie publique opposent parfois à la capacitation populaire. » C'est sans doute aller un peu trop loin, pour les partisans et artisans de paix, mais nous sommes ici devant une audacieuse conviction très argumentée qui mérite d'être débattue.

Jean Carette

Professeur retraité et actif de l'UQAM

